

TURICON: partenariat avec Sorgente

Turicon Asset Management AG, située à Zurich, offre de nouveaux fonds pour l'immobilier étranger en partenariat avec le groupe italien Sorgente. L'immobilier étranger jouissant d'un pedigree de construction connoté historique s'est révélé particulièrement résistant à la crise financière. De tels investissements à long terme et de grande qualité sont offerts pour la première fois en Suisse, selon un communiqué publié lundi. Des investisseurs institutionnels et qualifiés ont dès lors accès à trois sous-fonds du «Historic & Trophy Buildings Fund» libellés en franc, dollar et euros. Les fonds, qui devraient atteindre un volume de près d'un milliard de francs, se concentrent sur des objets immobiliers de prestige situés dans d'anciens quartiers historiques de certaines métropoles aux Etats-Unis et en Europe.

ALTIN: rachat d'actions

Suite au lancement de son nouveau programme de rachat d'actions le 27 juillet 2010, la société Suisse d'investissements alternatifs ALTIN, cotée en Bourse à Londres et en Suisse annonce le nombre d'actions acquises sur la deuxième ligne de négoce ouverte sur le SIX Swiss Exchange. ALTIN annonce qu'elle a acquis le 30 juillet 2010 12.000 actions ayant une valeur nominale de 17 francs chacune au prix moyen de 51,47 francs par action. Ces actions ont été rachetées sur la deuxième ligne de négoce de la Société ouverte sur le SIX Swiss Exchange. A ce jour, la Société a racheté 45.230 actions sur la deuxième ligne de négoce. Suite au rachat susmentionné, la Société détient au total 376.666 actions propres. ■

A quoi peut servir la SICAV immobilière?

Les investisseurs lui préfèrent de loin la SCPC qui permet d'allier l'optimisation fiscale à celle du rendement des fonds propres.

LEVI-SERGIO MUTEMBA

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007, la LPCC a diversifié les formes juridiques des placements collectifs de capitaux, avec l'émergence de la SICAV et de la Société en commandite par action (SCPC), soit la version helvétique de la «limited partnership» anglo-saxonne. Cependant, «force est de constater que si la SCPC, particulièrement mieux adaptée aux opérations de promotions immobilières, a attiré quelques promoteurs/investisseurs, la SICAV, qui permet notamment aux propriétaires immobiliers de conserver la maîtrise de leur parc immobilier, n'a pour l'heure pas trouvé preneur», observe l'avocat de l'étude FBT, Michel Abt, spécialiste des droits bancaire, fiscal et financier. Selon les statistiques de la FINMA publiées de mars 2009 à l'hiver dernier, que Michel Abt a recueillies, la Suisse compte actuellement environ 39 fonds immobiliers en Suisse, dont 19 fonds de placement contractuels cotés à la SIX Swiss Exchange, 16 fonds de placement contractuels non cotés et trois SCPC. «Il n'y a en l'état au-



MICHEL ABT. «Les SCPC immobilières se rapprochent dans leur finalité de la gestion de private equity.»

cun fonds immobilier sous forme de SICAV.»

L'une des principales différences entre l'une et l'autre forme juridique réside dans le fait que, contrairement pour les investisseurs d'un fonds de placement contractuel tel que la SCPC, la SICAV n'offre pas la possibilité à ces derniers de prétendre à un quelconque droit de créance envers la SICAV. En revanche, ils bénéficient des droits normaux de la société anonyme (droits sociaux, droits de vote, droits de participation etc.). Les SCPC, de leur côté, sont autorisées par la loi à investir directement dans des projets de construction et des projets immobiliers. «Cette forme de société semble particulièrement adaptée aux projets immobiliers d'une certaine importance. En effet, d'une part, le financement peut être diversifié par l'apport des commanditaires et par un financement mixte du capital-risque permettant de mélanger des fonds propres des associés et des fonds de tiers. D'autre part, la gestion du projet immobilier peut être cen-

tralisée auprès de la société anonyme», explique Michel Abt, qui précise que «les SCPC immobilières se rapprochent, dans leur finalité, de la gestion de private equity, ce à travers l'objectif de réalisation de l'investissement plutôt que de celui de l'exploitation à proprement parler». En juin dernier, MK Gestion a annoncé la mise en place d'une SCPC immobilière, Realitim, ouvrant aux investisseurs qualifiés «le marché fermé mais très performant» de la valorisation de droits à bâtir en Suisse romande. Anthony Collé, administrateur délégué du fonds, a insisté sur le mariage «entre les performances d'un produit de capital-risque, multi-projets et multi-investisseurs, et la solidité de la pierre» (lire l'édition du 30 juin 2010). Ce qui aurait pour résultat de dégager un rendement des fonds propres jusqu'à 20% supérieurs à ceux d'une forme juridique classique, d'après le cabinet de conseil immobilier ImmoLab. Au total, l'optimisation fiscale, l'optimisation du rendement des fonds propres, la transparence et le contrôle constituent les principaux atouts des SCPC. ■

«FORCE EST DE CONSTATER QUE SI LA SCPC A ATTIRÉ QUELQUES PROMOTEURS/INVESTISSEURS, LA SICAV N'A POUR L'HEURE PAS TROUVÉ PRENEUR.»

GAM confie la gestion d'un fonds quantitatif à Sushil Wadhvani

Le gestionnaire d'actifs confie l'un de ses fonds à un gérant star. Comme Pictet avec Jabre.

GAM a reçu l'autorisation de commercialiser en Suisse son fonds UCIT III quantitatif géré par Sushil Wadhvani. La gestion du fonds GAM Star Keynes Quantitative Strategies a en effet été confiée à l'ancien membre du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, entre 1999 et 2002. Ancien responsable de la recherche chez Tudor et ex-responsable des stratégies ac-

tions chez Goldman Sachs, le CEO de Wadhvani Asset Management s'inspire de la pensée keynésienne et des principes de la finance comportementale.

Ce fonds de droit irlandais avec une souscription minimale de 10.000 dollars constitue le premier produit onshore réglementé proposant ce type de stratégies aux investisseurs, affirme GAM, qui précise que les versions offshore de ces stratégies ont surperformé les marchés actions mondiaux de plus de 8% par an ces cinq dernières années, avec des pertes maximales inférieures. GAM gère 54,1 milliards de francs au 31 mars 2010. ■

RECHERCHE**BONHÔTE: un wall of worries à traverser**

Pour la Banque Bonhôte, l'arrière plan macro-économique n'a pas beaucoup changé au niveau international dans les derniers six mois. Selon la banque, les marchés sont à une période similaire à 2004 où ils doivent affronter le «wall of worries» (série d'inquiétudes). La reprise généralisée est aujourd'hui menacée par la nécessité de maîtriser les finances publiques qui ont été mises à mal par les importants plans de relance instaurés en 2008 et 2009. La banque reste convaincue que les risques d'un retour prochain en récession sont faibles et que, malgré la volatilité actuelle, les marchés action termineront l'année en progression. Selon son évaluation, la période actuelle reflète une bonne dose de pessimisme et de retenue de la part des investisseurs. Les incertitudes devraient se dissiper et les investisseurs devraient alors retrouver le chemin de la bourse.

BCVS: déflation dans le sud de l'Europe

Selon la Banque Cantonale du Valais, plusieurs pays rechuteront en récession à l'horizon 2011. Elle estime que certains pays, surtout ceux situés dans le sud de l'Europe, connaîtront même la déflation, quel que soit le contexte global. Ce qui rendra la diminution de leur endettement et la reprise de leur économie encore plus difficile. Pour la banque valaisanne, les pressions désinflationnistes, voire déflationnistes, s'accroissent, alors que les politiques fiscales d'austérité vont s'intensifier. Par contre, certains facteurs viennent diminuer ce sombre tableau. Les salaires et les attentes inflationnistes demeurent en territoire positif, en partie par les hausses de prix rapides affichées par la Chine et l'Inde. De plus, la croissance mondiale reste solide et le degré de surévaluation des actifs (immobilier surtout) n'est pas aussi important qu'au Japon dans les années 90.

NOUVEAUX PRODUITS**UBS: Put Warrant sur la parité USD/Yen**

UBS a émis, lundi 2 août 2010, dix millions de put warrants sur la parité USD/Yen, avec un strike à 100 yen, à échéance 16 septembre 2011. Le produit, dont le rapport de conversion est de 1:10 (un warrant, USD 10), s'échange au prix unitaire d'émission de CHF 1,67, est négocié à l'euro-pennée avec expiration automatique. D'après les données du Scoach, hier, l'écart par rapport au strike est de 15,49% (cours de référence du prospectus UBS, 87 yen), le seuil de rentabilité se situant à 100. La valeur du put est de -1,6255. D'après l'analyse technique du RF Tradingtip, «la baisse actuelle est proche de la fin d'une vague d'Elliott autour de 85,90. Nous devrions assister à un rallye l'entraînant au dessus de 86,94. Une chute en dessous de 85,40 annulerait ce scénario». A noter également que le ralentissement de la reprise nipponne, à un moment où le yen atteint de nouveaux points hauts depuis le début de l'année face au dollar, place la BoJ sous la tentation d'intervenir sur le marché pour freiner sa devise. – (LSM)

CLARIDEN LEU: Certificats Bonus sur Novartis

Clariden Leu a émis hier sur le Scoach des Certificats Bonus sur Novartis, avec un niveau de bonus à CHF 52,42 et seuil de sécurité (barrière) à CHF 42,6620, à échéance 27 juillet 2011. Le cours actuel de Novartis se situe actuellement à environ CHF 50,60. Soit, un écart par rapport au niveau bonus d'environ 0,68% et un écart par rapport au seuil de sécurité de 17,56%. Les certificats bonus garantissent un montant de remboursement défini («Bonus-level»), à condition que le sous-jacent n'enfoncé pas le seuil de sécurité pendant la durée de vie. «Contrairement aux Certificats Discount, le remboursement maximum n'est pas plafonné: si le cours du sous-jacent dépasse le Bonus-level, l'investisseur continue à participer à cette hausse de cours. Selon la structure du produit, l'investisseur peut donc réaliser des rendements à deux chiffres avec une prise de risque raisonnable. En revanche, le franchissement du seuil de sécurité entraîne la suppression immédiate du mécanisme de protection du Certificat Bonus», explique le groupe Scoach. Autrement dit, à l'échéance finale, le certificat se comporte alors immédiatement comme un Certificat Tracker. – (LSM)

NEWS Managers

L'actualité de l'asset management
www.newsmanagers.com

Robeco identifie de nouveaux thèmes d'investissement pour la Chine

Selon Victoria Mio, gérante du fonds Robeco Chinese Equities, à court terme, le marché chinois devrait vivre un ralentissement séquentiel lié aux mesures politiques. «Cependant, nous pensons que la Chine gèrera cet atterrissage en douceur et nous demeurons positifs sur les perspectives économiques dans leur ensemble», indique la gérante. D'un point de vue macro-économique, le thème d'investissement majeur est le retrait des mesures de stimulations fiscales et monétaires en 2010 et 2011», précise Victoria Mio. «De ce fait, nous sortirons progressivement et avec sélectivité des secteurs qui en bénéficient le plus tels que l'automobile, l'immobilier, les infrastructures, les métaux et les mines». La gérante a identifié de nouveaux thèmes comme la redistribution des revenus, les technologies et l'innovation, et les énergies alternatives.

State Street lance des indices de turbulence

State Street Global Markets vient de lancer des «Indices de turbulence», qui mesurent le caractère inhabituel du comportement du marché au jour le jour. Selon le groupe financier, les investisseurs peuvent utiliser ces indices pour tester la résistance de leurs stratégies d'investissement, construire des portefeuilles plus diversifiés et accroître leur flexibilité en termes d'exposition aux risques. «Chaque indice produit chaque jour une mesure unique de la turbulence en fonction de l'anormalité des rendements de ses éléments constitutifs sur la journée observée», précise State Street. Les investisseurs institutionnels peuvent faire appel aux indices pour tester

la résistance de leurs modèles financiers actuels en évaluant la performance du modèle soumis à des conditions extrêmes. Les indices peuvent également aider les gérants à construire des portefeuilles robustes susceptibles de mieux résister à de telles conditions sur le marché. Les nouveaux indices couvrent les actions américaines et européennes, les devises, les titres US à revenu fixe, et les classes d'actifs mondiaux.

Janus lance un fonds avec Perkins

Janus Capital annonce selon Mutual Fund Wire le lancement du fonds Value Plus Income Fund jeudi 29 juillet, en partenariat avec Perkins Investment Management. C'est le premier produit qui sera géré conjointement par l'équipe fixed income de Janus et sa filiale.

BNP Paribas : décollecte du métier gestion d'actifs

Au deuxième trimestre, le métier Gestion d'actifs du groupe BNP Paribas, logé dans le pôle Investment Solutions, a accusé des rachats nets de 8,9 milliards d'euros. Une décollecte qui a été accentuée par la décision d'un client de réinternaliser sa gestion (-5,2 milliards d'euros), précise la banque. «La bonne collecte dans l'assurance (2,2 milliards d'euros) en France, en Belgique, au Luxembourg et à Taiwan, dans la Banque privée (+1,4 milliard d'euros) et de Personal Investors (+0,7 milliard d'euros) permet cependant de limiter la décollecte nette du pôle à -4,4 milliards d'euros», tempère néanmoins le communiqué de presse sur les résultats du deuxième trimestre 2010. Les actifs sous gestion du pôle, à 874 milliards d'euros, sont tout de même en hausse de 1,0% par rapport au 30 juin 2009 et stables par rapport au 31 mars 2010. A 1.539 millions d'euros, les revenus

du pôle augmentent de 15,7% par rapport au deuxième trimestre 2009. «A périmètre et change constants, ils progressent de +5,7%, tirés par l'assurance (+21,2%), le rebond des revenus du métier titres (+2,7%), grâce notamment à la hausse des encours, et la bonne résistance de la Gestion institutionnelle et privée (+1,1%)», indique le communiqué. Le résultat avant impôt du pôle s'établit à 473 millions d'euros, en hausse de 32,1% par rapport au deuxième trimestre 2009 (+24,8%).

L'indice Private Equity de State Street affiche un rendement de 2,22% au premier trimestre

Selon les dernières données de State Street Corporation, l'indice Private Equity de State Street affiche au 31 mars 2010 un rendement de 2,22 %, soit 372 points de base de moins par rapport au dernier trimestre 2009 et 868 points de base plus élevé par rapport au rendement du premier trimestre 2009. Les rendements pour l'Europe et le reste du monde se sont inscrits en baisse, de -1,9 % et 4,0 % respectivement au premier trimestre 2010, reflétant une légère dégradation par rapport au trimestre précédent.

LB-P AM lance un OPCI

La société de gestion française LB-P Asset Management indique que le 13 juillet 2010, l'Autorité des Marchés Financiers a agréé l'OPCI Génération Solidaire. Le produit sera investi principalement dans les murs d'EH-PAD, établissements d'hébergement pour les personnes âgées et dépendantes. Il s'agit d'un OPCI dédié, à règle de fonctionnement allégé et à effet de levier. Il sera réservé au maximum à 20 investisseurs institutionnels ou avisés.